

## **Motion relative à l'impact de la loi de transformation de la fonction publique**

Madame la Ministre,

La fonction publique territoriale est un échelon fondamental pour garantir la bonne gestion ainsi que la bonne organisation de notre société. A ce titre les agents municipaux occupent une place toute particulière, ce sont des femmes et des hommes habités par le bien commun et la fierté de rendre service à la population.

Beaucoup ne comptent pas leurs heures et tou.te.s voient leur pouvoir d'achat se dégrader entre-autre depuis le gel de point d'indice et l'augmentation récente du prix du gaz et de l'électricité. La loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique a remis en cause la possibilité pour les agents de la fonction publique territoriale de maintenir les régimes de travail mis en place antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001. De ce fait tous les agents de la ville de Caudry sont soumis à un calcul froid et arithmétique de leur temps de travail annuel qui doit désormais être égal à 1607 heures et qui ne tient compte ni des spécificités locales, ni de la pénibilité de certaines fonctions. Cette loi impacte de manière significative l'organisation et les fondements de la fonction publique.

Nous attirons votre attention sur le fait qu'il s'agit ici d'un nouveau coup dur porté à leur encontre, à leur statut, à leur engagement. Après une crise sanitaire des plus compliquées nous avons besoin de solidarité et de bienveillance. D'ailleurs le Président de la République s'exprimait en ces termes : « Il nous faudra nous rappeler que notre pays tient tout entier sur des femmes et des hommes que nos économies reconnaissent et rémunèrent si mal ». D'un côté le gouvernement salue le travail des fonctionnaires face à la pandémie et de l'autre il les fait passer pour des privilégiés. C'est pourquoi le conseil municipal de Caudry vous demande de bien vouloir ouvrir de nouvelles négociations avec les partenaires sociaux, afin de trouver une solution la plus juste et bienveillante possible pour nos employés municipaux.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de notre considération distinguée.